

Monsieur le Président,

Cela fait un an que la CFTC siège dans les instances. Étant en fin d'année, il est temps de faire le bilan de l'année 2023.

Le COM est arrivé dans la vie des agents depuis bientôt un an. Comme tout heureux événement, il s'accompagnait de belles promesses : de la reconnaissance pour certains, une vision d'avenir au sein de la DGFIP pour d'autres... Quel est le bilan réel ?

L'avenir appartient au retour de l'accueil dans les SIP ! Faisant suite au NRP, à la suppression de postes et à une attractivité déplorable, l'accueil se veut être la fontaine de Jouvence de la DGFIP. C'est beau comme un tableau de Picasso, les lignes habituelles sont déconstruites, il y a des couleurs vives... Mais l'accueil est un art à part entière. Et il demande de la rigueur, un investissement personnel important, un cadre fixe pour que les agents soient rassurés dans leur quotidien de plus en plus difficile. Ils veulent une Direction forte, qui appuie ses agents et pas qui s'appuie sur eux ! Depuis janvier les agents ont dû faire face à l'indemnité carburant, la prime du pouvoir d'achat, la campagne de déclaration des revenus, GMBI, la campagne des avis IR, la campagne des avis TF et en ce moment la campagne des contentieux THS, TLV, THLV etc. Imaginez un seul instant qu'en janvier cela ira mieux, c'est sans compter sur une nouvelle indemnité carburant annoncée par le Président de la République.

Toutes ces réformes, vendues comme des avancées aux contribuables, sont en réalité une humiliation car nos collègues ne peuvent pas répondre aux usagers au quotidien, par l'absence d'anticipation des conséquences par la DG. Oui, une humiliation ! Le mot est fort et résonne à l'unisson avec l'épuisement général des agents. Ils sont fatigués, désabusés.

Le cadastre d'aujourd'hui est le résultat de décisions prises en dépit des mises en garde des agents eux-mêmes (et des OS présentes à l'époque). Service servant de variable d'ajustement des effectifs pour les SIP, service classé non essentiel durant la crise du Covid, création d'un seul centre départemental, perte d'agents au tagerfip etc... Avec GMBI, c'est un nouvel affront pour un service public qui n'est pas rendu envers nos usagers, ce que vivent mal vos agents.

Le PRU, bientôt le premier centre d'accueil SIP de France, voit ses agents usés, fatigués et excédés. Ils font face au quotidien à des usagers de plus en plus agressifs. Pour se protéger, ils peuvent compter sur le vigile, devenu un membre à part entière de leur équipe mais qui en plan vigipirate rouge vermillon ne peut plus faire de merveilles. Il se murmure l'idée que le PRU pourrait ouvrir ses portes au public le vendredi. Mais à quel prix ? Certains font déjà de l'accueil au tout venant le matin et les rendez-vous physiques l'après-midi... Il est temps de mettre les moyens humains à la hauteur de l'ambition de la DG.

Le déploiement des MFS a été vendu aux agents et aux usagers comme l'assurance d'un service public de proximité. Mais quel service ? Des rendez-vous dont les motifs ne sont pas un accueil de premier niveau. Non, les revenus étrangers, l'imposition de la crypto-monnaie, la fiscalité des assurances vie et les investissements locatifs ne sont pas de l'accueil primaire. Ces motifs de rendez-vous nécessitent une expertise que seuls les agents d'assiette peuvent donner suite à leurs formations et surtout leur expérience métier.

Mais cet engagement de service de proximité ne touche pas uniquement la sphère fiscale. Regardons les CDL à présent. Ils étaient pourtant nombreux au départ suite au NRP et aujourd'hui ? Le constat est bien amer. Les nouveaux périmètres qu'ils doivent couvrir représentent par agent une zone encore plus étendue. Pourquoi ? Car il faut en faire toujours plus avec encore moins ! Un CDL est un maillon important auprès de nos ordonnateurs, il nous permet de garder un lien entre eux et

nos services pour un même objectif : rendre un travail de qualité ! Alors même si pour vous la quantité peut se mesurer, rappelez-vous que la qualité s'apprécie.

Monsieur le président, nous sommes les premiers à dire que la DGFIP doit rendre aux usagers un vrai service public ! Le SP+ nécessite des agents en plus !